

Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR)

.....
Lomé, le 14 mai 2020

Communiqué

Depuis l'assassinat du Colonel Madjouliba Bitala le 4 mai 2020, chaque jour passe avec son lot de rumeurs. Alors qu'il a été annoncé initialement qu'il a été tué par un coup de poignard au cou, on en est arrivé à la version qu'il a été abattu par une balle de 9 mm, certaines versions n'excluant pas que les deux moyens aient été utilisés.

Non seulement l'assassinat d'un chef de bataillon dans son bureau sans témoin constitue déjà une curiosité, mais aussi à ce jour, aucune version claire n'a été officiellement fournie.

La non-restitution de la dépouille à sa famille, malgré les insistances, sans aucune communication sur le sujet donne lieu à des spéculations selon lesquelles le corps de la victime aurait été « déchiqueté par les balles et les tortures ».

Le flou qui entoure l'assassinat du chef de bataillon, en un lieu supposé être l'un des plus protégés de l'État, l'absence de communication claire sur le sujet font supposer légitimement un crime d'État. Ces spéculations ne peuvent prendre fin que par une attitude diligente et cohérente des autorités.

La justice est une prérogative du peuple. Ceux qui exercent les fonctions de justice n'en sont que des délégués. Le peuple est créancier de l'obligation d'information dans les limites nécessaires à la poursuite des investigations. En l'état actuel, il est possible d'affirmer que cette obligation d'information n'a pas été satisfaite par les autorités. Pareilles circonstances nourrissent des sentiments de colère et de révolte.

Vu les circonstances de l'assassinat, on pouvait aussi attendre légitimement des autorités une commission d'enquête autrement composée. La figure actuelle de la commission ne rassure pas.

Au-delà de la perte d'une vie humaine, des douleurs qu'elle occasionne, c'est une fois encore les fondements de notre vie en commun qui se trouvent ébranlés. La répétition des frustrations, des injustices, des atteintes aux droits fondamentaux porte les germes d'une inévitable explosion sociale. Aucune construction pérenne et harmonieuse ne peut se faire sans une confiance entre les dirigeants et le peuple.

Le peuple attend, sans retard, des actes significatifs et sans ambiguïté attestant la volonté des autorités à faire la lumière sur la question. Le peuple attend également la restitution, aux proches, de la dépouille ou à défaut, une communication claire qui justifie sans équivoque que le corps ne soit pas encore restitué.

Nous nous associons à la douleur de la famille éplorée et lui témoignons notre entière solidarité.

Le Secrétaire national

Prof. Agrégé WOLOU Komi

